

Crissey, un village entre Doubs et Forêt de Chaux

TOME II

| SOMMAIRE | Pages |
|---|--------------|
| Impact de la séparation de l'église et de l'État à Crissey | 3 |
| Crissey et le chemin de fer | 7 |
| Du moulin à la centrale hydroélectrique | 21 |
| Crissey à la veille de la Première Guerre mondiale (1900-1913) | 35 |
| Crissey et l'impact du conflit mondial 1914-1918 | 39 |
| La gestion du bois communal de Crissey (XX ^e) | 73 |
| L'église, le presbytère et le cimetière de Crissey | 83 |
| Le bureau de bienfaisance | 91 |
| L'électrification de la commune de Crissey | 97 |
| Les chemins de la commune (XIX ^e -XX ^e) | 107 |
| Les habitants de Crissey au début du XX ^e siècle | 123 |
| Crissey au cours du XX ^e siècle (1920-1950) | 139 |
| Crissey et la culture du chanvre | 155 |
| Crissey et la vigne | 163 |
| L'activité agricole à Crissey (XIX ^e -début XX ^e) | 175 |
| Charron, maréchal ferrant et garde champêtre | 197 |
| Les derniers exploitants agricoles à Crissey | 207 |
| Évolution de la population (XIX ^e -XX ^e) | 213 |
| Les activités commerciales à Crissey (XIX ^e -début XX ^e) | 219 |
| L'eau à Crissey (XIX ^e -XX ^e) | 227 |
| Lutte contre l'incendie (XX ^e) | 231 |
| L'école à Crissey (XX ^e) | 237 |
| Crissey et la Clauge | 257 |
| Crissey et le Doubs | 261 |
| Raie des Moutelles, ruisseaux et fossés | 271 |
| Le château de Crissey, propriété de la ville de Dole | 279 |
| Crissey à la fin du XX ^e | 287 |

Impact de la séparation de l'église et de l'État à Crissey

La cloche de l'église Saint-Laurent

En 1891, est mise en place une cloche¹, de 86,5 cm de diamètre, pesant 390 kg, fondue par l'établissement PAINTANDRE frères, fondeurs à Vitry-le-François (Marne), suspendue à son joug en chêne et manœuvrable à l'aide d'une corde.

Cette cloche, baptisée des prénoms de « Marie-Claire, Henriette », par Monseigneur MARPOT, évêque de Saint-Claude, assisté de l'abbé PION, curé de Crissey, en présence du Maire Alphonse PANNAUX, porte comme inscription : « Mon parrain est Monsieur Henri GEAY de MONTENON, chef d'escadron au 1^{er} Dragon, Chevalier de la Légion d'Honneur, et ma marraine Dame Marie-Claire BOYER, veuve de Monsieur Jean-Baptiste MUNERET, demeurant à Crissey ».

Fig. 003 et 004, 2005 (16 02), Cloche et détail (Mairie de Crissey)

La croix de mission

Dès le 19 mai 1814, l'épiscopat français lance une vaste entreprise, dite des « Missions² », composées chacune de 4 ou 5 prédicateurs, se déplaçant dans tous les villages, et, pour affirmer le regain de ferveur locale, sont érigés des calvaires, fréquemment de simples croix en chêne chanfreiné, appelées « croix de mission³ », par souscription paroissiale. D'autres croix de mission ont été dressées au début de la Troisième République.

En 1901, au centre du village de Crissey, proche de l'épicerie-café, est érigée une croix de mission en pierre. Elle est le dernier témoin, à Crissey, de la présence de la religion comme partie intégrante de la vie du village, avant que ne soit promulguée la loi de 1905, dite de séparation de l'église et de l'État, avec son corolaire de laïcité.

Fig. 005 et 006, Croix de mission de 1901

Le 22 janvier 1964, la compagnie d'assurance, chargée de l'expertise des dommages causés, par un véhicule d'EDF, à la Croix de Mission⁴ de la commune, demande de faire parvenir le devis des travaux à effectuer. Le 5 février 1964, le devis⁵ descriptif de l'expert DELVIGNE, de Dijon, estime le coût total des travaux de remise en état de la Croix de Mission à 912 francs (1 289 euros⁶). L'EDF de l'usine de Crissey se charge du transport des matériaux et du personnel, avec moyen de levage, pour 200 francs (282 euros). Les Pompes Funèbres de Dole se charge de positionner les blocs de pierre, de les sceller avec pose d'agrafes, d'assurer la réfection des écorchures et des joints des pierres disloquées, et de regraver les lettres en noir, pour 660 francs (932 euros). L'entreprise SOUBRIER, de Dole, assure la réparation de la croix en fonte, pour 52 francs (62 euros). Le 5 mai 1964, un courrier⁷ d'EDF (2 rue Granvelle, à Besançon) confirme la prise en compte, par leur assurance, des « dégâts causés à la croix de mission » par leur camion.

La Fabrique de Crissey

Durant tout le XIX^e siècle, la « Fabrique⁸ », où le Maire et le curé sont membres de droit du bureau, est une association culturelle qui gère les biens de l'église de Crissey et possède sa propre trésorerie. Le bilan annuel et le budget prévisionnel sont soumis au vote⁹ du Conseil municipal (tels les 24 mai 1903, 5 juin 1904 et 28 mai 1905).

¹ PRÊTRE Nicolas, *État des lieux de l'Église de Crissey*, 5/02/2016, Mairie de Crissey.

² VINCENOT Henri, *La vie quotidienne des paysans bourguignons au temps de Lamartine*, éd Hachette, 1976, p. 105.

³ VINCENOT Henri, *La vie quotidienne des paysans bourguignons...*, op cit, p. 110-111.

⁴ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (2/01/1964-12/08/1967).

⁵ *Ibidem*.

⁶ Valeur en Euros de 2020, <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>

⁷ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (19/01/1964-12/08/1967).

⁸ VERNUS Michel, *La Franche-Comté de A à Z*, op. cit., p. 212.

⁹ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1903-1938).

Le 15 février 1900, le Conseil municipal vote le crépissage de la cure¹⁰. Le 16 août 1903, devant la nécessité de réparer la toiture du presbytère, où loge, gracieusement, le prêtre desservant de l'église de Crissey, le budget de la Fabrique ne pouvant faire face à cette dépense, le Conseil municipal¹¹, reconnaissant l'utilité, vote une somme de 150 francs (599 euros¹²).

La séparation de l'église et de l'État

Dès 1880, la Troisième République a la volonté d'imposer la laïcité, impliquant la séparation de la société civile et de la société religieuse. L'État ne devant plus exercer de pouvoir religieux et les églises ne devant plus interférer dans le pouvoir politique. D'où la loi du 9 décembre 1905¹³, dite de séparation de l'église et de l'État, abrogeant le Concordat de 1801. L'État n'intervient plus ni dans les nominations des ministres du culte, ni dans les modifications des circonscriptions ecclésiastiques, et les évêques sont désormais nommés par le Pape.

La loi du 2 janvier 1907¹⁴ stipule que les biens des églises paroissiales, non réclamés dans les délais légaux, sont désormais dévolus aux communes qui sont tenues de les laisser « à la disposition des fidèles et des ministres du culte, pour la pratique de leur religion ». Cette loi de 1907 stipule aussi que les biens ayant appartenu à la Fabrique¹⁵, ou à la « Mense¹⁶ (manse) succursale » (biens d'une communauté ecclésiastique), peuvent être attribués au Bureau d'assistance de la commune. Dès lors, le Conseil municipal de Crissey réalise l'inventaire des biens de l'ex Fabrique de la paroisse.

Le 10 mars 1907, la mise en location¹⁷ du presbytère est proposée, par priorité, au prêtre desservant, avec un bail reconductible de 3, 6 ou 9 ans, à raison de 60 francs par an (240 euros).

Les 3 septembre 1907 et 19 février 1908, le Préfet¹⁸ rappelle au Maire de Crissey l'obligation de l'attribution, au Bureau d'assistance de la commune, d'une somme de 80 francs (320 euros) de « Rente 3 % sur l'État français », provenant de l'ex Fabrique. Cela, sous réserve de respecter l'obligation, « grevant ce bien séquestré », de « faire dire chaque année, à perpétuité, 40 messes basses, pour François MARTINET », selon l'ouverture de son testament du 10 mai 1879. Ce dernier, né à Crissey, fils de Jean-Claude MARTINET, laboureur à Crissey (27 ans en 1813), et d'Ursule LANCE (24 ans en 1813), décédé¹⁹ le 10 mai 1882, à Crissey, rentier, est l'époux d'Anne BOUVERET²⁰, née le 22 mars 1815 à Dole, décédée le 15 février 1889 à Crissey, fille de Denis BOUVERET et de Barbe PARISOT. Le 24 août 1890, le Conseil municipal de Crissey étudie, « prudemment (*sic*) », ce legs MARTINET²¹, que contestent toujours les héritiers, demeurant à Paris. François MARTINET, cultivateur, adjoint au Maire (démissionnaire en 1840), conseiller municipal²² (1844), l'un des plus forts imposés²³ de la commune (1852), découvreur des vestiges d'un cimetière mérovingien²⁴ (1857), l'un des répartiteurs titulaires pour la contribution foncière²⁵ (1863 et 1867), demeure Chemin du Meix Brûlé²⁶ (1878), puis, sur la parcelle²⁷ n° 348 (1882), à l'angle de la « Rue Principale » et de la « Rue Basse » (actuelle rue des Moutelles).

Le 23 février 1908, le Conseil municipal attribue les biens de la « Fabrique²⁸ » de l'église de Crissey au profit du Bureau d'assistance de la commune. Or, le 2 décembre 1909, une revendication²⁹ de Mme de MONTENON, propriétaire du château de Crissey, cite « certains effets ou objets mobiliers de l'église de Crissey qui subissent les outrages de l'humidité » et demande à exercer son « droit de reprise » concernant les dons qu'elle a fait à l'église de Crissey :

¹⁰ ADJ, 5 E 305 / 29, arch. com. Crissey, Registre délibérations du Conseil municipal (1873-1903).

¹¹ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1903-1938).

¹² Valeur en Euros de 2020, <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>

¹³ FRÉMY Dominique et Michèle, *Quid*, éd. Robert Laffont, 1995, p. 558-559.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ Mairie de Crissey, Fonds d'archives exhumées de l'ancienne mairie-école (03/2021).

¹⁶ ROBERT Paul, *Dictionnaire Alphabétique et Analogique de la Langue Française*, 1957, Tome IV, p. 520.

¹⁷ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1903-1938).

¹⁸ Mairie de Crissey, Fonds d'archives exhumées de l'ancienne mairie-école (03/2021).

¹⁹ ADJ, 3 E / 3707, Registre d'état civil, Naissances, mariages et décès (1873-1882).

²⁰ ADJ, 3 E / 8712, Registre d'état civil, Naissances, mariages et décès (1883-1892).

²¹ ADJ, 5 E 305 / 29, arch. com. Crissey, Registre délibérations du Conseil municipal (1873-1903).

²² ADJ, 5 E 305 / 28, arch. com. Crissey, Registre délibérations du Conseil municipal (1835-1873).

²³ *Ibidem*.

²⁴ THEUROT Jacky, *Crissey, jalons pour une histoire, des origines au XVI^e siècle*, Société d'émulation du Jura (SEJ), Travaux 2010, éd. 2011, p. 126.

²⁵ ADJ, 5 E 305 / 44, arch. com. Crissey, Impôts directs, nomination répartiteurs (1862-1869).

²⁶ ADJ, 5 E 305 / 29, arch. com. Crissey, Registre délibérations du Conseil municipal (1873-1903).

²⁷ Mairie de Crissey, Fonds d'archives exhumées de l'ancienne mairie-école (2/08/2021).

²⁸ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (24/05/1903-16/05/1938).

²⁹ *Ibidem*.

Articles n° 1 à 61 de l'inventaire de la « Fabrique », fournis et donnés par Mme de MONTENON, ou réalisés par des personnes à son service,
Article 62, lampe lustre, acheté par Mme de MONTENON,
Articles 63 et 64, maître autel et bancs, donnés par Mme de MONTENON, en remplacement des précédents.

Fig. 007, mobilier église (Mairie Crissey)

Le 24 novembre 1910, l'affaire des « biens de l'église », faisant l'objet d'un procès devant le Tribunal Civil de Dole, le Conseil³⁰ municipal de Crissey décide la « restitution des objets mobiliers de l'église entre les mains des réclamants ».

La gestion communale de l'église

Le 1^{er} décembre 1907, la commune de Crissey fait l'acquisition d'un char mortuaire³¹ auprès du carrossier Noël BULOT.

Ce char mortuaire est alors remis, avec la pompe incendie, dans la partie gauche du bâtiment de l'école du village, où l'on peut encore deviner le porche d'entrée.

*Fig. 009, porche du bâtiment de l'école
(cl. J.-C. Charnoz, 9/11/2020)*

Le 25 août 1910, renouvellement de la police d'assurance, concernant l'église³², auprès de la Cie dite « La Nationale ».

Le 9 mai 1912, une circulaire³³ du Préfet du Jura informe le Maire de Crissey que la commune bénéficie d'une subvention exceptionnelle de 310 francs (990 euros³⁴), provenant des fonds, mis à la disposition du département du Jura, par le Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur et des Cultes, représentant une somme totale de 248 321,65 francs (792 940 euros).

*Fig. 008, 1907 (01 12), Char mortuaire
(Registre des délibérations du Conseil municipal)*

³⁰ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (24/05/1903-16/05/1938).

³¹ *Ibidem.*

³² *Ibidem.*

³³ Mairie de Crissey, Fonds d'archives exhumées de l'ancienne mairie-école (03/2021).

³⁴ Valeur en Euros de 2020, <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>

L'église, le presbytère et le cimetière de Crissey

Le 22 mai 1921, le Maire prend un arrêté³⁵, en application de la loi de 1905, afin d'interdire les « processions cultuelles » sur la voie publique, sauf pour les défilés lors d'obsèques qui ne sont pas concernés.

L'église au début du XX^e siècle

Le 5 février 1920, l'entrepreneur Dolois Rigobert PETOT se charge de petites réparations à la porte de l'église³⁶.

Le 26 décembre 1930, le Conseil municipal vote une somme de 4 500 francs (2 661 euros³⁷), au profit de l'entrepreneur MONLET, suite à la réception³⁸ définitive des travaux de « réparation de la toiture de l'église ». Et, les 5 mai 1931 et 5 juin 1932, on note la réfection du « couvert³⁹ de la cure », suivi de quelques « réparations indispensables », au clocher⁴⁰ de l'église.

Le 13 février 1933, achat d'un « drap⁴¹ de mort », l'ancien étant usé, d'une valeur de 100 francs (72,57 euros).

En 1949, sur un cliché⁴² photographique, posant devant l'église Saint-Laurent, figurent les enfants de chœur, dont : Jean-Louis PANNAUX (2^{ème} rang, à droite), et (1^{er} rang, de gauche à droite) Guy AMIOT (2^{ème}), André DHIVERS (3^{ème}) et Bernard MAITREJEAN (4^{ème}).

Les curés de Crissey

En 1891, l'abbé PION, curé de Crissey, est présent lors du baptême⁴³ de la cloche de l'église.

Le 2 mai 1898, arrivée⁴⁴ d'Émile FROMOND (Jean, Victor, Émile), nommé⁴⁵ « prêtre desservant » à Crissey. En 1901, 1906, Émile FROMOND, né le 25 janvier 1871 à Mont-sous-Vaudrey, est recensé⁴⁶ « Ruelle du Moulin », avec son père, Joseph, Hyppolite FROMOND, sa mère, Augustine GOUDOT, née en 1842 à Mont-sous-Vaudrey, et sa sœur, Marie-Louise FROMOND, née en 1880 à Mont-sous-Vaudrey, laquelle décède le 13 mai 1907 à Crissey⁴⁷. Selon André Pidoux⁴⁸, le curé érudit Émile FROMOND a écrit plusieurs monographies et a publié, dès 1906, de nombreux textes au sein des travaux de la Société d'émulation du Jura⁴⁹. Le 4 novembre 1912, on note le décès⁵⁰, à Crissey, de son père, Joseph, Hyppolite FROMOND, né en 1839 à Mont-sous-Vaudrey, fils de Pierre, Philippe FROMOND et de Jeanne-Françoise BONNOT, de Mont-sous-Vaudrey. Le 1^{er} juillet 1920, décès, à l'Hôtel-Dieu de Dole⁵¹, d'Émile FROMOND, curé⁵² de Crissey, après une longue maladie contractée en 1915.

Fig. 137, 1911, recensement (ADJ, 6M 511)

Fig. 138, 1920
(arch. Mairie)

³⁵ Mairie de Crissey, Registre des arrêtés du Maire et des changements de résidence (1897-1963).

³⁶ Mairie de Crissey, Fonds d'archives exhumées de l'ancienne mairie-école (03/2021).

³⁷ Valeur en Euros de 2020, <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>.

³⁸ Mairie de Crissey, Extrait des délibérations du Conseil municipal (1927-1939).

³⁹ *Ibidem*.

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² MAITREJEAN Bernard, collection particulière.

⁴³ PRÉTRE Nicolas, *État des lieux de l'Église de Crissey*, 5/02/2016, Mairie de Crissey.

⁴⁴ Mairie de Crissey, registre des arrêtés du Maire et des changements de résidence (1897-1963).

⁴⁵ LACROIX Pierre, *Les prêtres jurassiens érudits*, in *Travaux 1983*, éd. SEJ, 1984, p. 522.

⁴⁶ ADJ, arch. com. Crissey, 6 M 511 (microfilm), dénombrement de la population (1876-1936).

⁴⁷ ADJ, 3 E / 9058, arch. com. Crissey, Registre d'état civil numérisé, Série du Greffe, site Internet.

⁴⁸ LACROIX Pierre, *Les prêtres jurassiens érudits*, in *Travaux 1983*, éd. SEJ, 1984, p. 522-523.

⁴⁹ FROMOND Émile, *Les cahiers généraux des trois ordres du baillage principal de Dole et des baillages secondaires d'Ornans et de Quingey en 1789*, éd. SEJ, 1906, p. 161-241.

⁵⁰ ADJ, 3 E / 9058, arch. com. Crissey, Registre d'état civil numérisé, Série du Greffe, site Internet.

⁵¹ Mairie de Crissey, Registres d'état civil, Décès (1916-1925), transcription.

⁵² VELIN Charles, *Le canton de Dole*, éd. Alan Sutton, 2008, St-Cyr-sur-Loire, p. 48.

Depuis le 31 mars 1921, François JABOULEY, né en 1877 à Saint-Étienne (Loire), 47 ans, « prêtre desservant⁵³ » de l'église de Crissey, est inscrit sur la liste électorale⁵⁴ de 1928. En 1921, François JABOULAY est recensé⁵⁵ « Ruelle de l'Église », appelée aussi « Ruelle de l'Usine », avec sa domestique Jeanne-Françoise MILLENOTTE, née en 1854 à Lyon (Rhône). En 1931, François JABOULEY loge au presbytère⁵⁶, en tant que « curé desservant », en acquittant un loyer, jusqu'au 24 novembre 1935, date de son départ⁵⁷ de Crissey. En 1958, il est encore vivant⁵⁸.

Depuis décembre 1935, et c'est encore vrai en 1948, le « prêtre desservant » de l'église Saint-Laurent de Crissey, est de nouveau le curé d'Azans⁵⁹. On cite aussi le curé DUMONT⁶⁰, résidant à La Bedugue et officiant à Azans et à Crissey.

La quête des sonneurs

Bernard MAITREJEAN⁶¹ se souvient. « Chaque année, à la veille de la Toussaint, les enfants de chœur ont traditionnellement en charge l'animation d'une veillée. Celle-ci consiste en une longue sonnerie de la cloche de l'église alors qu'ils visitent les foyers, par courtoisie, et par... intérêt. En effet, ils comptent bien y recueillir quelques monnaies en récompense de leurs services. Le 31 octobre 1949, dès la nuit tombée, la cloche de l'église se met donc à sonner joyeusement, tirée par l'un des enfants de chœur réunis, pour participer à cette nouvelle quête des sonneurs. Ding ! Dong ! Les sons avertissant les paroissiens et encourageant les enfants, la visite des maisons peut commencer. Ils se dirigent alors, par groupe de deux ou trois, en direction des rues du village. Notre patrouille doit visiter la rue Basse, en longeant la Raie des Moutelles, dans la nuit fraîche et noire... Par bonheur, nous recevons le meilleur accueil et quelques sous nous sont donnés... La mission achevée nous nous retrouvons tous à l'église. La cloche se tait. Le magot partagé avec des rires joyeux, nous nous quittons en jurant bien que nous nous retrouverons pour la prochaine quête des sonneurs ».

Le presbytère loué au desservant

Le 28 décembre 1919, le Conseil municipal, qui décide de réserver le presbytère⁶², « par préférence, au prêtre desservant », selon un bail de 3, 6 ou 9 ans, pour un loyer annuel de 60 francs (80 euros⁶³), cite aussi l'urgence des réparations, dont le devis s'élève à 1 300 francs (1 730 euros)⁶⁴ pour le gros œuvre. Le 5 février 1920, l'entrepreneur Dolois Rigobert PETOT présente une facture⁶⁴ pour les travaux de rénovation intérieure de la cure (plâtres, peintures, vitrerie), en citant la « chambre de Mr le curé, la chambre d'en face, l'escalier, la chambre du fond, la salle à manger et la cuisine ». En 1920, la vente d'une coupe extraordinaire au bois communal assure le financement d'une facture, du menuisier dolois Alphonse THEVENOT, concernant les réparations⁶⁵ et l'agrandissement du hangar du presbytère, pour une somme de 529,75 francs (442 euros)

Le 3 mars 1928, le Conseil municipal décide d'augmenter le loyer⁶⁶ du presbytère à 165 francs (89 euros), en laissant au prêtre desservant un délai de 6 mois avant l'application.

Le 26 décembre 1930, on note la réception⁶⁷ définitive des travaux, réalisés par l'entrepreneur Monlet, concernant la « réparation de la toiture du presbytère ».

Le 24 novembre 1935, le départ du curé⁶⁸ JABOULEY permet de mettre en location le presbytère, avec hangar et jardin, composé de 5 pièces, 4 pièces à l'étage et 1 pièce au rez-de-chaussée, laquelle sera réservée pour le prêtre desservant de l'église de Crissey. Le bail est renégociable à 3, 6 ou 9 ans.

⁵³ Mairie de Crissey, Liste des électeurs (1921-1926).

⁵⁴ Mairie de Crissey, Révision liste électorale. Additions-Retranchements (1921-1928).

⁵⁵ ADJ, arch. com. Crissey, 6 M 511 (microfilm), dénombrement de la population (1876-1936).

⁵⁶ Mairie de Crissey, Matrice cadastrale (1931-1935).

⁵⁷ Mairie de Crissey, Extrait des délibérations du Conseil municipal (1927-1939).

⁵⁸ MAITREJEAN Bernard, souvenirs d'ancien Crisselois.

⁵⁹ VELIN Charles, *Le canton de Dole*, éd. Alan Sutton, 2008, St-Cyr-sur-Loire, p. 48.

⁶⁰ CURLY René, entretien du 19/01/2022 au domicile de l'auteur.

⁶¹ MAITREJEAN Bernard, *Perles de fonds...*, *La quête des sonneurs*, 2020 (5/07), p. 05.

⁶² Mairie de Crissey, Extrait des délibérations du Conseil municipal (1927-1939).

⁶³ Valeur en Euros de 2020, <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>.

⁶⁴ Mairie de Crissey, Fonds d'archives exhumées de l'ancienne mairie-école (03/2021).

⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶ Mairie de Crissey, Extrait des délibérations du Conseil municipal (1927-1939).

⁶⁷ *Ibidem*.

⁶⁸ *Ibidem*.

L'ancien presbytère loué à Roger OUDOT

En 1936, Roger OUDOT, né en 1902 à Azans, « ajusteur chez AUDEMAR », est recensé⁶⁹ « Ruelle de l'Église », avec son épouse Marthe MÉNÉTRIER, née en 1903 à Tarascon (Bouches-du-Rhône), leurs enfants nés à Crissey, Jacques, en 1928, et Pierrette, en 1933, et sa belle-mère Eugénie MÉNÉTRIER, née en 1874 à Crissey. Le 5 novembre 1939, Roger OUDOT bénéficie d'un « dégrèvement⁷⁰ au *pro rata temporis* », tenant compte du fait qu'il a été mobilisé.

Le 15 décembre 1945, renouvellement du bail de l'ancien presbytère⁷¹, comprenant « 4 pièces et dépendances, caves, moitié du grenier, remises, cour et jardin », en faveur de Roger OUDOT, surveillant d'usine, moyennant un loyer annuel de 2 000 francs (264 euros), porté⁷², le 1^{er} janvier 1948, à 4 000 francs (145 euros), payable par trimestre. Le 9 février 1950, on note une majoration du bail⁷³, de 87 francs (2,50 euros) par trimestre.

Le 31 décembre 1948, on note la réfection de l'appentis de l'ancien presbytère⁷⁴, par l'entrepreneur dolois René ÉTHEVENOT. Le 1^{er} juin 1966, Ernest FOREL assure le remplacement des chéneaux⁷⁵ du presbytère. Ce dernier, plombier zingueur, né le 3 mars 1904 à Plainjalais (Suisse), est arrivé⁷⁶ à Crissey, le 16 décembre 1942, avec son épouse Jeanne BONGAIN, née le 29 juillet 1909 à Petit-Noir, et leur fils né à Dole, logeant alors dans la maison PALLEGOIX.

Le 13 mars 1954, arrivée⁷⁷ à Crissey de Pierrette, Jeanne, Lucienne OUDOT, née le 13 septembre 1933, à Crissey, mariée le 22 février 1954 à Crissey, demeurant chez Roger OUDOT, « à l'ancien presbytère ».

Le 2 octobre 1968, le Conseil municipal décide de résilier⁷⁸ le bail de l'ancien presbytère, décision approuvée, le 21 octobre 1968, par le sous-Préfet⁷⁹ de Dole, et les époux OUDOT ont jusqu'au 31 mars 1969 pour libérer le logement.

L'ancien presbytère loué à EDF

Le 21 mai 1971, le Conseil municipal décide l'amélioration et la rénovation de l'ancien presbytère⁸⁰, « pour y faire un logement locatif ». Le 20 août 1971, la Coopérative d'études techniques rurales, à Lons-le-Saunier, est chargée de l'étude de l'aménagement de l'ancien presbytère⁸¹, et, le 4 octobre 1971, en adresse les plans à la Mairie. Le 7 décembre 1971, est faite la demande de permis de construire, pour l'ancien presbytère⁸², obtenu le 14 décembre 1971. Le 5 septembre 1972, l'entreprise Franc-Comtoise de Confort, obtient l'adjudication des travaux de branchement du gaz.

Le 6 novembre 1972, EDF souhaite louer l'ancien presbytère⁸³, afin d'en faire un logement de fonction pour la nouvelle centrale hydroélectrique de Crissey. Le 26 juin 1975, le loyer de l'ancien presbytère⁸⁴, loué à EDF, est fixé à 595 francs (427 euros⁸⁵) par mois.

Translation de corps vers l'ancien cimetière

En Mairie de Crissey, dans un dossier⁸⁶ intitulé « Translation des corps des défunts, exhumations et réinhumations », on relève, entre autres :

Le 6 juin 1885, demande « d'autorisation de transport de corps » de Jeanne, Joséphine, épouse LAGUT, décédée le 4 juin 1885 à Azans, en vue de son inhumation à Crissey.

⁶⁹ ADJ, arch. com. Crissey, 6 M 511 (microfilm), dénombrement de la population (1876-1936).

⁷⁰ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1/07/1938-19/10/1966).

⁷¹ *Ibidem*.

⁷² *Ibidem*.

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ *Ibidem*.

⁷⁵ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (2/01/1964-12/08/1967).

⁷⁶ Mairie de Crissey, Registre des arrêtés du Maire et des changements de résidence (1897-1963).

⁷⁷ *Ibidem*.

⁷⁸ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (8/11/1966-29/11/1977).

⁷⁹ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (12/08/1967-30/01/1971).

⁸⁰ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (8/11/1966-29/11/1977).

⁸¹ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (2/02/1971-24/02/1972).

⁸² *Ibidem*.

⁸³ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (8/11/1966-29/11/1977).

⁸⁴ *Ibidem*.

⁸⁵ Valeur en Euros de 2020, <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>.

⁸⁶ Mairie de Crissey, Translation des corps des défunts, exhumations et réinhumations (1884-1935).

Le 29 juin 1886, Charles TAILLANDIER, sollicite et obtient l'autorisation de « faire transporter à Crissey le corps d'Antoine TAILLANDIER, son oncle », décédé le 28 juin 1886, « trouvé noyé, rive gauche du Doubs, sur le territoire de Dole », célibataire, cultivateur à Crissey, né le 10 avril 1815 à Dole, fils d'André TAILLANDIER et de Jeanne Claude MUNEROT.

Le 5 avril 1894, on note le « retour du corps » de Jean-Baptiste CLERGET, 48 ans, « conducteur chef de train à la Cie PLM, décédé d'une mort subite dans la nuit du 3 au 4 avril 1894 ».

Un nouveau cimetière en projet

Le 27 octobre 1895, il est question du projet de « translation du cimetière⁸⁷ » afin d'assurer le respect de la salubrité publique. Jusqu'en 1897, ce nouveau cimetière⁸⁸ en projet est au centre des préoccupations du Conseil municipal, d'autant que la superficie de l'existant, autour de l'église, n'est que de 4 ares. Avec une population de 296 habitants, on note le nombre annuel de décès⁸⁹ : 1891 (10), 1892 (7), 1893 (6), 1897 (4), 1895 (11). De plus, l'augmentation du nombre de concessions à perpétuité rendent nécessaire cette translation sur un terrain plus vaste, dans un « lieu élevé, et suffisamment éloigné des habitations, sources et puits ».

Le 23 février 1896, alors qu'Émile GRAPPE est Maire, le projet nécessite l'acquisition d'un terrain⁹⁰, d'une superficie de 35 ares, situé au lieu-dit « Au Creux Petin » (section A, parcelle n° 18), appartenant à Alphonse PANNAUX, cultivateur à Crissey. Ce terrain fait partie d'un « domaine plus considérable », dont l'acquisition⁹¹ a été faite, le 27 septembre 1890, par le couple « Charles, Marie, Philibert, comte SEGUIN de JALLERANGES et son épouse, Louise, Marie, Caroline de VAULCHIER du DÉCHAUX, demeurant à Paris, avenue des Champs Élysées ».

Le 19 mars 1896, le Conseil des Bâtiments Civils, siégeant en préfecture de Lons-le-Saunier, émet un avis favorable⁹², mais en jugeant cependant « le terrain trop vaste et risquant de mettre en péril les finances de la commune ». Le 6 juillet 1896, l'agent voyer⁹³ cantonal, dans son rapport au Conseil départemental d'Hygiène, indique que « l'emplacement choisi est à l'extérieur de l'agglomération, au Nord, à une distance d'au moins 200 m de la maison la plus proche. D'après les sondages exécutés, le sol se compose de terre et de gravier sur une profondeur de 80 cm, puis de sable terreux très serré ». Pour autant, certains habitants signalent que l'emplacement choisi est argileux et que l'eau y séjourne. La contenance du nouveau cimetière est justifiée par les concessions à prévoir, tant pour les habitants de Crissey, que pour ceux des hameaux du Boichot et du Poiset, 2 sections importantes de la ville de Dole, situées à moins de 500 m. Sur une portion rectangulaire (18,80 a, 40 m de large, 47 m de long), une sépulture représente une emprise de 2 m de long, avec un espace de 30 cm entre 2 tombes, chaque rangée de tombes étant séparée par un espace de 40 cm. Aussi, avec 8 décès par an, durant 12 années, l'emprise représentant alors 3,84 a, le terrain peut donc permettre quasiment 60 ans d'inhumations avant d'être obligé de procéder au renouvellement des sépultures.

Le 12 janvier 1897, le Préfet du Jura approuve le projet, et, le 21 février 1897, le Conseil municipal vote le principe de l'acquisition⁹⁴ du terrain, et approuve le montant de la dépense (achat du terrain et travaux d'aménagement) s'élevant à 6 600 francs (26 344 euros⁹⁵). La commune décide d'utiliser le produit de la vente extraordinaire d'arbres dans le « quart de réserve » du bois communal, pour une valeur de 5 100 francs (20 357 euros), en prévoyant aussi la vente de peupliers, pour une valeur de 500 francs (1 996 euros). En complément, la commune contracte un emprunt de 1 000 francs (3 992 euros), au taux annuel de 4 %, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le 26 février 1897, un jugement du Tribunal Civil de Dole autorise la vente de la « parcelle de terrain, destinée à la translation du cimetière », par adjudication « sur licitation⁹⁶ », et en fixe le « cahier des charges⁹⁷, clauses et conditions ». Le 23 mars 1897, lors de l'adjudication⁹⁸, la seule offre⁹⁹ émane de Constant BICHET, Maire de Crissey, qui propose la somme de 1 000 francs (3 992

⁸⁷ ADJ, 9 V III-121, Crissey, Cimetière (1895-1897).

⁸⁸ *Ibidem*.

⁸⁹ *Ibidem*.

⁹⁰ *Ibidem*.

⁹¹ Me Louis, Edmond Jovignot, notaire à Dole.

⁹² ADJ, 9 V III-121, Crissey, Cimetière (1895-1897).

⁹³ *Ibidem*.

⁹⁴ ADJ, 5 E 305 / 29, arch. com. Crissey, Registre délibérations du Conseil municipal (1873-1903).

⁹⁵ Valeur en Euros de 2020, <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>.

⁹⁶ Une « licitation » est une vente d'un bien pour mettre fin à une indivision, sous forme d'une vente ou partage, entre héritiers, par adjudication, sans appel au public.

⁹⁷ ADJ, 9 V III-121, Crissey, Cimetière (1895-1897).

⁹⁸ Me Louis, Edmond Jovignot, notaire à Dole.

⁹⁹ ADJ, 9 V III-121, Crissey, Cimetière (1895-1897).

euros), au nom de la commune. Comparaisent aussi l'avoué Charles MONAMY, de Dole, représentant Alphonse PANNAUX, propriétaire, demeurant à Crissey, ainsi que Joseph BOUQUET, propriétaire, demeurant à Crissey, « subrogé tuteur d'Amélie PANNAUX, mineure, née le 17 septembre 1892, à Crissey, issue du mariage d'Alphonse PANNAUX et d'Amélie BOUQUET » (laquelle est décédée, en couches, le 17 septembre 1892, à Crissey). Alphonse PANNAUX, veuf, s'est remarié, en secondes noces, avec Anne-Marie BOUQUET.

*Fig. 139, 1892 (17 09),
tombe Amélie Bouquet
épouse d'Alphonse Pannaux*

Le 29 août 1897, le Conseil municipal fixe le montant des concessions perpétuelles à 60 francs (240 euros) et des concessions trentenaires à 30 francs (120 euros), au profit du Bureau de Bienfaisance de la commune. Pour autant, ce projet de nouveau cimetière est ajourné une première fois.

Le 21 août 1920, nouvelle fixation du montant des concessions du nouveau cimetière¹⁰⁰ : perpétuelles, 100 francs (100 euros), trentenaires, 60 francs (60 euros), temporaires, 15 francs (15 euros). Le nouveau cimetière reste toujours en projet, mais n'est cependant pas encore une réalité.

Le nouveau cimetière

Le 2 novembre 1929, le Conseil municipal de Crissey vote enfin la « désaffectation¹⁰¹ du vieux cimetière » et souligne encore, le 12 novembre 1929, que le nouveau cimetière¹⁰² est un « projet prévu de longue date ». L'une des premières translations, de l'ancien cimetière, vers le nouveau, concerne le corps de Marie BOISSET, née le 24 décembre 1904, à Labergement-lès-Seurre (Côte d'Or), décédée le 24 août 1928, à Crissey, épouse, en premières noces, de Roger OUDOT.

*Fig. 140, 1928 (24 08),
tombe Marie Boisset,
épouse Oudot*

Le 31 août 1935, on note la réparation des murs de l'ancien cimetière¹⁰³ par Louis BESANA, pour une somme de 1 992,80 francs (1 591 euros), et, le 11 août 1936, une pompe est posée au nouveau cimetière¹⁰⁴.

*Fig. 142, 1936 (24 09), transport cercueil
(arch. Mairie)*

Le 8 décembre 1947, la commune recherche des volontaires, selon un « prix à forfait, pour assurer le transport¹⁰⁵, à la décharge publique, des ordures provenant du cimetière ».

Le 13 septembre 1948, le Conseil municipal fixe les nouveaux tarifs des concessions du cimetière¹⁰⁶ : 15 ans, 1 500 francs (55 euros¹⁰⁷) ; 30 ans, 2 500 francs (91 euros) ; 50 ans, 3 500 francs (128 euros) ; 100 ans, 7 500 francs (273 euros).

Le 7 mai 1949, Ernest FLEURY est habilité par la commune, pour assurer la « conduite du corbillard¹⁰⁸ », moyennant le prix de « 500 francs (16 euros) par service », et, le 19 mai 1949, le Préfet du Jura diffuse un arrêté interministériel intitulé « Tarifs des entreprises de pompes funèbres¹⁰⁹ ».

Le 22 février 1952, alors que décision est prise de numérotter les places du cimetière¹¹⁰, on signale la saturation d'eau du terrain, d'où la décision de faire recreuser les fossés autour du cimetière.

*Fig. 143, 1952,
Tombe Auguste Roland*

¹⁰⁰ Mairie de Crissey, Extrait des délibérations du Conseil municipal (1927-1939).

¹⁰¹ *Ibidem.*

¹⁰² *Ibidem.*

¹⁰³ *Ibidem.*

¹⁰⁴ *Ibidem.*

¹⁰⁵ Mairie de Crissey, Fonds d'archives exhumées de l'ancienne mairie-école (2/08/2021).

¹⁰⁶ Mairie de Crissey, Extrait des délibérations du Conseil municipal (1927-1939).

¹⁰⁷ Valeur en Euros de 2020, <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>.

¹⁰⁸ Mairie de Crissey, Fonds d'archives exhumées de l'ancienne mairie-école (2/08/2021).

¹⁰⁹ *Ibidem.*

¹¹⁰ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1938-1966).

Le 24 juillet 1959, un arrêté¹¹¹ du Maire autorise l'exhumation, puis la réinhumation, dans une concession trentenaire du cimetière, du corps d'Auguste ROLAND, né le 30 novembre 1878 à La Villeneuve (Saône-et-Loire), décédé le 3 février 1952, à Crissey¹¹², fils d'Émiland ROLAND et de Marie GOUX, époux de Marie, Angèle BUJARD. Témoin : Auguste ROLAND, fils du défunt, 43 ans, contremaitre à Vervins (Aisne).

Le 5 novembre 1965, le sous-Préfet de Dole approuve le contrat¹¹³ passé par la commune avec la Société des Pompes Funèbres Générales. De ce fait, les 15 février, 12 mars et 21 mars 1967, des insertions dans les journaux quotidiens Les Dépêches et Le Progrès, concernent la vente du corbillard¹¹⁴.

Le 25 juin 1971, l'entreprise Socarmo, gérant les carrières de Ranchot et de Monnières, assure la livraison¹¹⁵ de gravillon et de sable pour le cimetière.

L'église à la fin du XX^e siècle

Le 22 février 1952, le Conseil municipal cite la réparation des chêneaux de l'église¹¹⁶, par le dénommé FAVRE, et fait aussi référence au crépissage de la façade. Le même jour, est approuvée la réparation de la charpente du clocher¹¹⁷ de l'église, avec des chênes abattus et sciés en traverses, par le bûcheron ROY, de La Bedugue. Le 7 juin 1952, le menuisier dolois ÉTHEVENOT, du Poiset, accepte d'assurer le façonnage de la charpente du clocher¹¹⁸ de l'église, en indiquant cependant qu'il faut un « temps de séchage des bois ».

Le 18 juin 1958, la réparation de l'église¹¹⁹ bénéficie d'un concours financier, sous forme d'une donation, d'une valeur de 10 000 francs (182 euros), par un habitant (non cité) de la commune. Le 10 décembre 1960, il est question de la réfection urgente du bâti de la cloche¹²⁰. Le 23 juillet 1963, on cite 2 stères¹²¹ de bois de chauffage pour l'église, condition indispensable afin d'en assurer la bonne conservation.

Le 1^{er} juin 1966, réfection du clocheton¹²² de l'église, enlevé par le vent, et, le 30 juillet 1966, réception de la facture¹²³, de l'entrepreneur KOSIAK de Choisey, d'un montant de 2 447,67 francs (3 287 euros¹²⁴), pour réfection du crépissage de la façade de l'église. On note aussi, le 3 août 1966, la réfection de la marquise de l'église¹²⁵, par le Dolois PERRON, dont la facture, approuvée par le sous-Préfet¹²⁶ de Dole, représente une somme de 272,77 francs (366 euros).

Les 4 avril et 29 juin 1968, il est question de la réfection du mur de l'église¹²⁷, pour lequel le sous-Préfet de Dole approuve la pose de grillage¹²⁸. Le 6 août 1970, vote de la réfection de la toiture de l'église¹²⁹, avec des tuiles de Commenailles, de la cheminée et des rivages en zinc, réparations approuvées, les 17 et 24 août 1970, par le sous-Préfet¹³⁰ de Dole. Le 21 mai 1971, décision de réparation du clocher de l'église¹³¹ et du mur de soutènement, approuvée, le 15 juin 1971, par le sous-Préfet¹³² de Dole, faisant l'objet, le 27 juillet 1971, d'un courrier du percepteur¹³³ de Dole-banlieue demandant la facture détaillée.

¹¹¹ Mairie de Crissey, Registre des arrêtés du Maire et des changements de résidence (1897-1963).

¹¹² Mairie de Crissey, Registre d'état civil, Naissances, mariages et décès (1936-1955).

¹¹³ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (2/01/1964-12/08/1967).

¹¹⁴ *Ibidem*.

¹¹⁵ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (2/02/1971-24/02/1972).

¹¹⁶ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1938-1966).

¹¹⁷ *Ibidem*.

¹¹⁸ *Ibidem*.

¹¹⁹ *Ibidem*.

¹²⁰ *Ibidem*.

¹²¹ *Ibidem*.

¹²² *Ibidem*.

¹²³ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (2/01/1964-12/08/1967).

¹²⁴ Valeur en Euros de 2020, <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>.

¹²⁵ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1938-1966).

¹²⁶ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (2/01/1964-12/08/1967).

¹²⁷ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1966-1977).

¹²⁸ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (12/08/1967-30/01/1971).

¹²⁹ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1966-1977).

¹³⁰ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (12/08/1967-30/01/1971).

¹³¹ Mairie de Crissey, Registre des délibérations du Conseil municipal (1966-1977).

¹³² Mairie de Crissey, Livre de correspondance (2/02/1971-24/02/1972).

¹³³ Mairie de Crissey, Livre de correspondance (2/02/1971-24/02/1972).

Le 24 novembre 1981, un courrier, adressé au service des Affaires Culturelles, concerne le « règlement de l'église¹³⁴ ».

L'église au XXI^e siècle

La basilique Notre-Dame de Dole est aujourd'hui l'église mère d'un doyenné¹³⁵, constitué par les paroisses Saint-Vincent de Paul (Choisey, Les Mesnils Pasteur, Saint-Jean et Saint-Ylie), Saint-Augustin de Chaux (Azans, Crissey et la Bedugue) et Notre-Dame des Sources (Archelange, Authume, Baverans, Brevans et Jouhe).

En août 2016, se déroule la bénédiction du clocheton de l'église Saint-Laurent de Crissey.

¹³⁴ Mairie de Crissey, Registre de correspondance, arrivées et départs (24/06/1980-27/12/1990).

¹³⁵ BONGAIN Pierre (père), vicaire général et curé de la paroisse Notre-Dame de Dole.